

Confidentialité et utilisation des outils numériques

Outils collaboratifs, messagerie, cloud, logiciels métiers et intelligence artificielle

Référence	AA-POL-03	Version	2.3
Date d'application	26 octobre 2026	Champ	Collaborateurs et prestataires autorisés
Révision	Annuelle ou évolution majeure	Statut	Procédure interne

Position d'Accord Amiable. L'entreprise utilise des outils numériques professionnels, y compris des services proposés par des prestataires établis en France, dans l'Union européenne ou à l'international. Les documents reçus dans le cadre d'une mission peuvent être traités dans ces outils lorsque cet usage est nécessaire, proportionné, couvert par les conditions du service et conforme aux règles internes. L'anonymisation systématique de chaque document n'est pas exigée.

Règle commune. La personne qui traite un dossier choisit un outil autorisé, limite les éléments transmis au besoin réel, contrôle les accès et les paramètres utiles, puis supprime les copies de travail dès qu'elles ne sont plus nécessaires. Les options d'hébergement européen et les certifications sont appréciées pour le service et l'offre réellement utilisés ; elles ne suppriment ni les transferts possibles, ni les accès techniques, ni tout risque résiduel.

1. Objet et règle commune

La présente politique fixe les précautions applicables aux outils de visioconférence, messagerie, stockage, bureautique, gestion de site, signature, comptabilité, création de contenus et intelligence artificielle auxquels des données de clients, prospects, partenaires, salariés ou autres personnes peuvent être communiquées.

Accord Amiable n'impose pas le retrait systématique de tous les noms et éléments identifiants des pièces remises par ses clients ou partenaires. Les documents peuvent être utilisés dans un outil numérique lorsque le traitement répond à une finalité professionnelle déterminée et que les précautions sont adaptées à la nature du dossier. Les lots sans tri, doublons et pièces sans utilité pour la tâche doivent être évités.

Les outils assistent le travail. La vérification, l'analyse, l'avis, la décision et toute communication finale demeurent sous la responsabilité d'une personne habilitée d'Accord Amiable.

2. Cadre juridique et recommandations

La politique s'appuie sur le règlement (UE) 2016/679 (« RGPD »), notamment les articles 5 (finalité, minimisation, durée limitée, sécurité et confidentialité), 24 (responsabilité), 25 (protection dès la conception et par défaut), 28 (sous-traitance), 30 (registre), 32 (sécurité), 33 et 34 (violations), 35 (analyse d'impact lorsque le risque élevé le requiert) et 44 à 49 (transferts hors EEE). Les obligations s'apprécient selon le traitement, les rôles, le service, le compte et le contrat effectivement utilisés.

La CNIL recommande de définir des règles internes pour l'IA générative, d'analyser les rôles du fournisseur et les risques, d'examiner les clauses de sous-traitance et de transfert, de sensibiliser les utilisateurs et de contrôler les résultats. L'arrêt CJUE, grande chambre, 16 juillet 2020, Data Protection Commissioner c. Facebook Ireland et Schrems, C-311/18 (« Schrems II »), impose une appréciation concrète des garanties de transfert. Il n'interdit pas par principe les prestataires internationaux.

3. Cartographie indicative des outils

Les familles ci-dessous et les marques citées constituent un inventaire de repérage volontairement large. Elles ne forment pas une liste exhaustive, une recommandation commerciale ni une autorisation automatique de chaque offre. Les produits, sous-traitants, conditions, réglages et lieux de traitement évoluent. Chaque nouveau service ou usage suit le processus de validation de la section 4.

Famille	Exemples de produits, éditeurs ou services à examiner
IA générative, assistants et recherche	OpenAI / ChatGPT / API ; Mistral AI / Le Chat / API ; Microsoft Copilot / Azure AI ; Google Gemini / Vertex AI / NotebookLM ; Anthropic Claude ; Amazon Bedrock / Amazon Q ; Perplexity ; Cohere ; Meta AI / modèles Llama hébergés ; xAI / Grok ; DeepSeek ; Hugging Face et modèles déployés par un tiers.
Transcription, traduction, voix et vidéo assistées par IA	OpenAI, Mistral, Google, Microsoft, Anthropic, Adobe, ElevenLabs, HeyGen, CapCut et tout outil ou module intégré utilisant un modèle tiers. Vérifier où les fichiers audio, vidéo et transcriptions sont envoyés et conservés.
Messagerie et courrier électronique	Roundcube (interface webmail), Gmail / Google Workspace, Outlook / Exchange / Microsoft 365, Proton Mail, OVHcloud Mail, Infomaniak Mail, Zoho Mail, serveur de messagerie de l'hébergeur, ainsi que les services IMAP/SMTP et filtres anti-spam associés. Identifier le fournisseur qui héberge réellement les boîtes et journaux.
Stockage, partage et sauvegarde	Google Drive, OneDrive, SharePoint, Dropbox, Box, Nextcloud, iCloud, OVHcloud, Scaleway, AWS, Azure, Google Cloud, pCloud, WeTransfer, SwissTransfer et autres espaces de fichiers, sauvegardes ou transferts.
Bureautique, communication et réunions	Google Workspace / Docs / Meet ; Microsoft 365 / Teams ; Zoom Meetings / Zoom Phone ; Slack ; Webex ; Discord ; suites bureautiques et messageries professionnelles, y compris leurs fonctions d'enregistrement, transcription et résumé.
Sites, hébergement, formulaires et analytique	Wix, WordPress, OVHcloud, IONOS, Squarespace, Shopify, Webflow, outils de formulaires, prise de rendez-vous, statistiques, cookies, extensions et CDN connectés au site.

Famille	Exemples de produits, éditeurs ou services à examiner
Signature, contrats, dossiers et CRM	DocuSign ; Goodflag Signature ; Goodflag Community (anciennement Lex Community) ; Yousign ; Adobe Acrobat Sign ; Dropbox Sign ; Universign ; Signaturit ; CertEurope ; Certigna ; Docaposte ; Namirial ; Skribble ; Oodrive Sign ; Salesforce, HubSpot, Pipedrive ; outils CRM, de gestion de demandes, de médiation, de ticketing, de collecte de justificatifs et de signature.
Comptabilité, facturation et paiements	Indy, Pennylane, Sage, Cegid, logiciels de facturation, banques, prestataires de paiement et plateformes de gestion administrative.
Conception, publication et communication	Adobe, Canva, CapCut, HeyGen, ElevenLabs, outils de montage, design, réseaux sociaux, planification, diffusion, génération d'images et bibliothèques de contenus.
Autres services SaaS et extensions	Tout module, connecteur, extension de navigateur, application mobile, automatisation, API, outil d'assistance ou sous-traitant pouvant recevoir ou accéder à des données utilisées par Accord Amiable.

Repère spécifique — Roundcube. Roundcube est un logiciel/interface webmail qui permet de consulter une boîte, généralement via IMAP/SMTP. Sa présence ne permet pas, à elle seule, d'identifier l'hébergeur du courrier, l'emplacement du serveur, les sauvegardes ou les journaux. Pour le contrôle interne, relever le nom de domaine, le prestataire auquel l'entreprise paie l'hébergement ou la messagerie, ainsi que les services IMAP/SMTP, anti-spam et sauvegarde associés.

4. Procédure interne aux équipes

Cette procédure s'applique avant, pendant et après tout traitement, y compris lorsqu'un outil est déjà utilisé pour une autre mission.

A. Avant le traitement

- Vérifier que l'outil répond à un besoin professionnel identifié et qu'il est autorisé par Accord Amiable. Pour un nouveau service, une offre gratuite grand public, une nouvelle fonction d'IA ou une connexion à un dossier client, solliciter la Direction ou le référent données avant l'usage.
- Utiliser le compte professionnel nominatif prévu. Ne pas copier de pièces dans un compte personnel ou un espace partagé dont les droits ne sont pas maîtrisés.
- Identifier la fonction utilisée et le prestataire réel : éditeur, hébergeur, opérateur de messagerie, service cloud, sous-traitants, extensions et API. Pour Roundcube, rechercher séparément l'hébergeur de la boîte mail.
- Contrôler, lorsque ces options existent, le partage public, les destinataires, les rôles, la région de stockage, l'enregistrement et la transcription, l'historique, la conservation et l'usage des contenus pour améliorer ou entraîner le service.
- Sélectionner les seules pièces utiles à la tâche. L'anonymisation systématique n'est pas exigée ; ne pas transmettre des lots sans tri ni des pièces sans lien avec la mission.
- Pour des données particulièrement sensibles ou un doute sur l'adéquation du service, demander l'arbitrage de la Direction ; privilégier au besoin un espace privé validé, un extrait, ou un canal de transfert sécurisé.

B. Pendant le traitement

- Limiter la quantité de données et le nombre de destinataires au nécessaire. Utiliser un espace privé et des liens à accès contrôlé, avec une échéance lorsque la fonction le permet.
- Ne pas activer par défaut un enregistrement, une transcription, un résumé automatique ou un connecteur. Lorsque la fonction est nécessaire, appliquer les règles d'information et de participation requises.
- Vérifier les résultats produits par l'IA et toute source ou référence proposée. Ne pas déléguer à l'outil une décision de labellisation, de médiation, d'expertise ou une décision engageant Accord Amiable ou affectant une personne.
- Vérifier le destinataire avant tout envoi et contrôler les droits des liens avant leur communication.

C. À la fin de la tâche ou du dossier

- Conserver dans l'espace professionnel désigné les seuls éléments nécessaires au dossier, à la preuve de la prestation ou à une obligation légale ou contractuelle.
- Supprimer dès que possible les pièces temporaires, enregistrements, transcriptions, exports et doublons devenus inutiles, dans chaque emplacement concerné : outil, historique, espace partagé, bibliothèque, corbeille et dossier local.
- Révoquer les liens et droits temporaires. Vérifier les téléchargements et copies locales ; noter la date et les emplacements contrôlés lorsque la suppression concerne un dossier sensible.

Règle sur les délais. Aucune durée uniforme de suppression n'est attribuée à l'ensemble des prestataires. Le délai annoncé de 30 jours concerne certains chats et fichiers supprimés dans ChatGPT, selon les conditions et exceptions communiquées par OpenAI ; il ne constitue ni la durée cible de conservation d'Accord Amiable, ni une règle applicable à Roundcube, Zoom, Mistral, Google, Microsoft, Wix ou aux autres fournisseurs.

5. Repères par service

Ces repères complètent la procédure. Ils ne remplacent pas la vérification de l'offre, des réglages et des conditions contractuelles réellement utilisés.

Service	Contrôles internes à effectuer
Messagerie et Roundcube	Identifier l'hébergeur de la boîte, les serveurs entrants/sortants (IMAP/SMTP), les sauvegardes, journaux et filtres anti-spam. Sécuriser les comptes par authentification multifacteur si disponible. Contrôler les transferts automatiques, délégations, appareils connectés et règles de partage. Supprimer les pièces jointes enregistrées localement lorsqu'elles ne sont plus utiles.
Zoom	Pour le compte et les fonctions concernés, vérifier les options de résidence/région, les catégories de données et les traitements associés. Protéger les réunions par code et salle d'attente. Éviter enregistrements et transcriptions par défaut ; supprimer ceux qui ne sont plus nécessaires.
OpenAI / ChatGPT	Vérifier le type de compte et les réglages en vigueur : historique, amélioration des modèles, conservation, résidence et fonctions de partage. Les conditions varient selon le produit. Pour les offres professionnelles concernées, OpenAI indique que les contenus professionnels ne servent pas à entraîner les modèles par défaut, sauf partage explicite. Les fichiers de la Bibliothèque sont gérés distinctement des conversations : supprimer séparément fichier et conversation, puis utiliser l'option de suppression définitive de la corbeille si elle est proposée. OpenAI annonce une suppression définitive généralement programmée sous 30 jours après suppression, sous réserve notamment d'une désidentification antérieure ou d'une conservation plus longue pour des motifs légaux ou de sécurité.
Mistral AI	Vérifier séparément Le Chat, l'API et l'offre professionnelle : contrat, localisation, sous-traitants, durée, paramètres et réutilisation éventuelle des données. Une implantation française ou européenne ne suffit pas à conclure que tous les accès, supports ou sous-traitants sont européens.
Google et Microsoft	Vérifier le produit précis, les paramètres d'administration, le lieu de stockage lorsqu'il est sélectionnable, les droits de partage, journaux, règles de suppression et accord de traitement. Une certification générale ne vaut pas automatiquement pour toutes les offres ou tous les usages.
Wix et services web	Limiter les comptes administrateurs. Examiner formulaires, extensions, cookies, outils analytiques, hébergeurs et sous-traitants. Ne publier que les informations destinées au public ; ne pas verser des pièces de litige dans un espace public ou un formulaire non prévu à cet effet.

6. Évaluation des fournisseurs et des garanties

Avant d'autoriser un outil ou un nouvel usage, la Direction ou le référent vérifie la documentation correspondant au produit et au compte concernés : entité contractante, accord de traitement (DPA), catégories de données, sous-traitants ultérieurs, lieux de stockage et de traitement, transferts éventuels, durée et modalités de suppression, contrôles de sécurité et fonctions activées.

Les certifications telles que ISO/IEC 27001, 27017, 27018, 27701 ou les rapports SOC 2 ont un périmètre déterminé. Elles peuvent éclairer l'évaluation du fournisseur ; elles ne certifient pas automatiquement l'usage d'Accord Amiable, ne prouvent pas que toutes les données restent dans l'UE et ne suppriment pas le risque d'incident.

Lorsqu'un traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés, le référent examine l'obligation de réaliser une analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD) au titre de l'article 35 du RGPD.

7. Sécurité des accès et des postes

- Compte nominatif, mot de passe robuste et non réutilisé, authentification multifacteur lorsqu'elle est disponible ; ne jamais partager identifiants ou codes de validation.
- Droits limités aux besoins de la mission ; révision et retrait des accès lors d'un départ, d'un changement de fonction ou de la fin d'une prestation.
- Verrouillage des postes, mises à jour et prudence lors de l'ouverture de pièces ou de l'installation d'extensions.
- Vérification attentive du destinataire, du domaine et des droits associés à tout lien partagé ; désactivation dès la fin du besoin.
- Ne pas connecter un outil non évalué à une messagerie, un Drive, un CRM ou un dossier client sans validation préalable.

8. Incident ou erreur de transmission

Tout collaborateur signale immédiatement à la Direction ou au référent données un envoi au mauvais destinataire, un lien public involontaire, une perte d'appareil, une compromission de compte, un accès anormal, une divulgation ou une conservation inattendue. Il ne dissimule pas l'incident et ne supprime pas les éléments utiles à son analyse.

La Direction prend les mesures de confinement adaptées (révocation du lien ou des accès, modification des identifiants, demande au fournisseur, suspension d'une fonction), documente les faits et évalue les risques pour les personnes. Si une violation de données personnelles est caractérisée, les articles 33 et 34 du RGPD sont appliqués : notification à la CNIL dans les meilleurs délais et, si possible, sous 72 heures lorsqu'elle est requise ; information des personnes concernées lorsque le risque élevé l'impose, sous réserve des exceptions légales.

9. Responsabilités et limites

Cette politique s'impose à toute personne intervenant pour Accord Amiable. Elle ne signifie pas que chaque configuration ou chaque contrat a fait l'objet d'un audit technique indépendant. La vérification est réalisée selon les comptes et services effectivement utilisés et réexaminée en cas d'évolution significative.

Le recours à un prestataire reconnu, à des centres de données situés en Europe ou à une certification pertinente peut réduire certains risques. Aucun système ne garantit l'absence absolue de fuite, d'accès indu, d'erreur humaine, de mauvaise configuration ou d'incident. Accord Amiable réduit ces risques par le choix des outils, la limitation des accès et dépôts, le contrôle des réglages, la suppression des copies inutiles, la sensibilisation et l'alerte.

Formulation générale utilisable dans une information ou un document commercial

« Accord Amiable utilise des outils numériques professionnels pour certaines opérations de gestion, de communication, d'hébergement et d'assistance. Les prestataires concernés peuvent inclure des entreprises établies en France, dans l'Union européenne ou à l'international. Selon le service et le compte utilisés, des options d'hébergement ou de traitement dans l'Espace économique européen peuvent être disponibles. Accord Amiable applique un processus interne visant à limiter les données et accès au nécessaire, à contrôler les paramètres de partage et de conservation, et à supprimer les copies de travail lorsqu'elles ne sont plus utiles. Des transferts ou accès hors EEE peuvent intervenir selon les conditions du service et les garanties prévues. Ces mesures réduisent les risques sans pouvoir garantir leur disparition totale. »

Annexe A. Vérification préalable d'un nouvel outil

La Direction ou le référent consigne les éléments disponibles avant la première utilisation pour un dossier client, puis les actualise lors d'un changement significatif de service, d'offre ou de configuration.

Point de contrôle	Éléments à relever
Identification	Nom du produit et de l'offre ; éditeur ; entité contractante ; hébergeur ; fonction réellement utilisée.
Données	Catégories de données ; personnes concernées ; fichiers, métadonnées et journaux ; nécessité de la transmission.
Contrat et rôles	DPA/accord de traitement ; rôles respectifs ; sous-traitants ultérieurs ; instructions de traitement.
Localisation et transferts	Lieux de stockage, traitement, sauvegarde, support et accès ; transferts hors EEE ; mécanisme et garanties applicables.
Conservation et suppression	Durée par catégorie ; procédure de suppression ; copies, sauvegardes, historiques, corbeilles et exceptions annoncées.
Sécurité et paramètres	Authentification ; habilitations ; partage ; chiffrement documenté ; journaux ; fonctions d'IA, enregistrement ou réutilisation.
Décision interne	Usage accepté, limité ou refusé ; mesures à appliquer ; personne ayant validé ; date de réexamen.

Ce contrôle est proportionné au service et au niveau de risque. Il ne constitue pas une certification de conformité du fournisseur ni un audit complet de son système.

Annexe B. Sources juridiques et documentaires

Référence	Objet
Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016	RGPD, notamment articles 5, 24, 25, 28, 30, 32 à 35 et 44 à 49.
CJUE, grande chambre, 16 juillet 2020, C-311/18, ECLI:EU:C:2020:559	Transferts de données personnelles vers des pays tiers et appréciation des garanties.
CEPD, lignes directrices 07/2020	Notions de responsable du traitement et de sous-traitant, version finale du 7 juillet 2021.
CNIL — Guide de la sécurité des données personnelles	https://www.cnil.fr/fr/guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles
CNIL — Sécurité : gérer la sous-traitance	https://www.cnil.fr/fr/securite-gerer-la-sous-traitance
CNIL — IA générative : questions-réponses	https://www.cnil.fr/fr/les-questions-reponses-de-la-cnil-sur-lutilisation-dun-systeme-dia-generative
CNIL — Fiches TPE/PME sur l'IA générative	https://www.cnil.fr/sites/cnil/files/2025-03/tpe_pme_ficheia_3_les_solutions_d_ia_0.pdf
CNIL — Transférer des données hors de l'UE	https://www.cnil.fr/fr/les-outils-de-la-conformite/transferer-des-donnees-hors-de-lue
Roundcube — présentation et aide	https://roundcube.net/about/ ; https://roundcube.net/support/ — le projet précise que Roundcube est un logiciel webmail et que les comptes/hébergement relèvent du fournisseur qui l'a installé.
OpenAI — Library et conservation	https://help.openai.com/en/articles/20001052-using-library-to-manage-files-in-chatgpt ; https://help.openai.com/en/articles/8983778-chat-and-file-retention-in-chatgpt
Zoom — conformité et RGPD	https://www.zoom.com/en/trust/legal-compliance/ ; https://www.zoom.com/en/trust/gdpr/
Google Cloud — confidentialité et RGPD	https://cloud.google.com/privacy/gdpr
Mistral AI — Trust Center	https://trust.mistral.ai/ — contrôler les informations applicables à l'offre souscrite.
Wix — Trust Center	https://www.wix.com/trust-center/security
Goodflag Community — actualités de la plateforme	https://goodflag.community/actualites — annonce de janvier 2026 : Lex Community devient Goodflag Community. Vérifier le produit et les conditions actuelles au jour de l'usage.
Goodflag — comparaison des offres	https://goodflag.com/comparatif-signature-community — présentation des gammes Goodflag Community et Goodflag Signature.

Précision de mise à jour. Les offres, conditions, mécanismes de suppression, options d'hébergement et certifications peuvent évoluer. Avant toute nouvelle mise en service ou en cas d'évolution importante, consulter la documentation du fournisseur applicable à la date du contrôle. Le délai de 30 jours mentionné dans cette politique est propre à certaines annonces d'OpenAI concernant des chats et fichiers supprimés, avec exceptions ; il ne s'applique pas automatiquement aux autres services.

Version 2.3 · Application interne à compter du 26 octobre 2026

Annexe C. Cartographie technique étendue des outils et organismes potentiellement concernés

Inventaire de périmètre destiné à identifier les traitements et points de contact possibles. Il couvre les outils directement utilisés, les briques techniques sous-jacentes, les destinataires institutionnels, les interconnexions et les prestataires ultérieurs. La présence d'un nom dans cette annexe ne démontre ni un abonnement, ni un usage effectif, ni un transfert de données par Accord Amiable. La liste ne peut être exhaustive à l'échelle de l'ensemble des logiciels et services existants ; elle sert de matrice de repérage à compléter au fil des usages.

Périmètre fonctionnel	Exemples de systèmes, organismes, éditeurs et composants susceptibles d'intervenir
Administration fiscale et comptable publique	Direction générale des finances publiques (DGFiP) ; impots.gouv.fr ; espace professionnel ; déclarations de résultats et de TVA ; paiement des impôts et taxes ; messagerie sécurisée fiscale ; prélèvement à la source ; facturation électronique et annuaires associés ; services de consultation fiscale ; avis, déclarations, télépaiement et mandats SEPA. Systèmes comptables, télétransmission, experts-comptables, éditeurs et opérateurs de plateforme de dématérialisation partenaires (PDP) ou plateformes publiques.
Portails publics et organismes cités	État, ministères, préfectures, services déconcentrés, collectivités territoriales, mairies, établissements publics, organismes sociaux et chambres consulaires. « Saint-Paul » : organisme, collectivité ou portail désigné sous cette appellation par le demandeur ; identifier la dénomination juridique, le domaine internet et la fonction effectivement concernés avant d'y transmettre des données. La mention ne présume pas d'un outil unique ni d'un usage effectif.
Formalités d'entreprise et données légales	INPI ; Guichet unique des formalités ; Registre national des entreprises (RNE) ; Infogreffe ; greffes des tribunaux de commerce ; Kbis et actes déposés ; INSEE / Sirene / SIRENE ; BODACC ; data.inpi.fr ; annonces légales ; registres de bénéficiaires effectifs ; plateformes de dépôt, de signature et de paiement des formalités.
Déclarations sociales, emploi et protection sociale	URSSAF et espace employeur ; Net-entreprises ; déclaration sociale nominative (DSN) ; URSSAF service Cesu et Pajemploi selon le cas ; caisses de retraite ; AGIRC-ARRCO ; France Travail ; CPAM ; CAF ; MSA ; CARSAT ; mutuelles et prévoyance ; organismes de formation et OPCO ; médecine du travail ; portails RH, paie, congés, notes de frais et déclarations sociales.
Facturation publique et commande publique	Chorus Pro ; plateformes de marchés publics (PLACE, AWS-Achat, Maximilien, Marchés sécurisés, e-marchespublics et profils acheteurs locaux) ; dépôts d'offres ; factures publiques ; certificats de service fait ; mandatement ; portails d'acheteurs, collectivités, établissements publics et financeurs.
Justice, professions réglementées et règlements de différends	Portails de juridictions et téléprocédures ; Télérecours Citoyens et Télérecours ; RPVA / e-Barreau ; plateformes de médiation et conciliation ; systèmes de prise de rendez-vous et d'échange avec avocats, commissaires de justice, experts, notaires, assureurs et médiateurs ; outils de visioconférence, signature et transmission de pièces procédurales. Contrôler les règles propres à chaque profession et procédure.
Identité numérique, authentification et signature	FranceConnect / FranceConnect+ ; ProConnect ; identité numérique La Poste ; France Identité ; fournisseurs d'identité (IdP) ; authentification unique (SSO), OAuth, OpenID Connect, SAML, LDAP / Active Directory ; certificats électroniques ; horodatage ; cachet électronique ; signature électronique simple (SES), avancée (SEA) ou qualifiée (SEQ/QES) ; DocuSign ; Goodflag Signature ; Goodflag Community (anciennement Lex Community) ; Yousign ; Adobe Acrobat Sign ; Dropbox Sign (anciennement HelloSign) ; Universign ; Signaturit ; CertEurope ; Certigna ; Docaposte ; Namirial ; Skribble ; Oodrive Sign ; parapheurs et services équivalents. Contrôler le niveau eIDAS requis, l'identification du signataire, l'authentification (OTP, France Identité ou autre), le certificat, le cachet, l'horodatage, le fichier de preuve, les formats PAdES/XAdES/CAAdES, la conservation, l'API et la piste d'audit.
Banque, paiement, prélèvement et remboursements	Banques et établissements de paiement ; Stripe, PayPal, GoCardless, Mollie, SumUp, Adyen, Worldline, PayPlug, PayZen, Checkout.com ; terminaux et prestataires d'acquisition ; SEPA, virements, cartes, liens de paiement, remboursements, rapprochement bancaire, détection de fraude et authentification forte 3-D Secure. Les données de paiement et de facturation peuvent suivre des circuits distincts.
Messagerie, téléphonie et communications	Roundcube ; IMAP / SMTP ; Exchange ; Gmail ; Outlook ; OVHcloud Mail ; Infomaniak ; Proton ; Zoho ; opérateurs d'accès et d'hébergement mail ; filtres anti-spam ; passerelles de sécurité ; archivage ; listes de diffusion ; Zoom Phone ; RingCentral ; Aircall ; opérateurs téléphoniques ; SMS, MMS, WhatsApp Business, Signal, Teams, Slack, Webex et services de routage vocal.
Cloud, hébergement, colocation et stockage objet	AWS ; Microsoft Azure ; Google Cloud ; OVHcloud ; Scaleway ; Outscale ; Orange Business ; SFR Business ; Iliad ; IBM Cloud ; Oracle Cloud ; Hetzner ; IONOS ; Infomaniak ; Equinix ; fournisseurs de serveurs dédiés, VPS, bases de données managées, stockage objet, sauvegarde, reprise après sinistre, archivage, réplication et hébergement mutualisé.
Réseau, domaine et distribution de contenu	Registrars et gestion DNS ; Gandi, OVHcloud, Cloudflare, AWS Route 53 ; certificats TLS ; CDN, WAF, proxy inverse, équilibrage de charge, protection DDoS, VPN, SD-WAN, accès distant, Wi-Fi, routeurs, pare-feu, résolveurs DNS, fournisseurs d'accès internet et opérateurs de transit. Les journaux réseau et métadonnées peuvent être traités par des tiers.

Périmètre fonctionnel	Exemples de systèmes, organismes, éditeurs et composants susceptibles d'intervenir
Postes, terminaux et environnements logiciels	Windows, macOS, Linux, iOS, Android ; ordinateurs, téléphones, tablettes, imprimantes, scanners, systèmes de visioconférence, navigateurs Chrome, Edge, Firefox, Safari ; suites bureautiques ; gestion de terminaux (MDM/UEM), chiffrement disque, antivirus/EDR, contrôle des périphériques, mises à jour, inventaire matériel et assistance à distance.
Identités, contrôle d'accès et cybersécurité	Microsoft Entra ID, Active Directory, Google Identity, Okta, Duo, 1Password, Bitwarden, Dashlane ; MFA ; coffre-fort de secrets ; gestion des privilèges (PAM) ; SIEM, SOC, EDR/XDR, antivirus, détection d'intrusion, filtrage web, prévention de fuite de données (DLP), gestion de vulnérabilités, tests d'intrusion, réponse à incident et prestataires de support.
Stockage documentaire, partage, transfert et archivage	Google Drive, OneDrive, SharePoint, Dropbox, Box, Nextcloud, iCloud, NAS, serveurs de fichiers, SFTP, FTPS, WebDAV, WeTransfer, SwissTransfer ; GED, SAE, parapheurs, coffre-fort numérique, archivage probant, sauvegardes incrémentales, snapshots, corbeilles et sites de reprise. Examiner copies, versions, miniatures et caches.
Bureautique, collaboration et réunions	Microsoft 365, Google Workspace, LibreOffice, OnlyOffice, Teams, Slack, Zoom, Webex, Meet, Jitsi, Whereby, Discord ; tableaux blancs, notes, transcription, enregistrement, résumé automatique, partage d'écran, calendrier, réservation de salles, sondages, intégrations et applications tierces connectées.
Intelligence artificielle, modèles et chaînes de traitement	OpenAI / ChatGPT / API ; Mistral / Le Chat / API ; Microsoft Copilot / Azure AI ; Google Gemini / Vertex AI / NotebookLM ; Anthropic Claude ; AWS Bedrock / Amazon Q ; Perplexity ; Cohere ; Meta AI / Llama ; xAI / Grok ; DeepSeek ; Hugging Face ; modèles ouverts et hébergeurs d'inférence. Inclure fournisseurs de jeux de données, vecteurs/embeddings, bases vectorielles, orchestration, agents, RAG, plug-ins, outils, connecteurs, garde-fous, évaluations, observabilité et journaux de prompts.
Transcription, traduction, audio, image et vidéo	Whisper et services équivalents ; DeepL, Google Translate, Microsoft Translator ; Adobe Firefly, Canva, Midjourney, Stability AI ; ElevenLabs, HeyGen, CapCut, Descript, Otter, Fireflies, Notta ; OCR, reconnaissance vocale, synthèse vocale, sous-titrage, amélioration d'image, génération et montage vidéo, avatars, doublage et modération de contenus. Vérifier les données sources, voix, visages et droits associés.
Sites, commerce, formulaires et mesure d'audience	Wix, WordPress, Webflow, Squarespace, Shopify ; hébergeurs, plugins, thèmes, formulaires, prise de rendez-vous, CRM intégré, chat en ligne, cookies, CMP, Google Analytics, Matomo, Tag Manager, pixels publicitaires, moteurs de recherche, captchas, anti-bots, API, CDN et prestataires de maintenance.
CRM, relation client et gestion des dossiers	Salesforce, HubSpot, Pipedrive, Zoho, Monday, Notion, Airtable, Trello, Asana, Jira, Zendesk, Freshdesk, outils de ticketing, médiation, expertise, suivi de réclamations, bases de contacts, gestion de candidatures, enquêtes, formulaires, sondages et espaces clients.
Comptabilité, facturation, fiscalité et gestion interne	Indy, Pennylane, Sage, Cegid, EBP, QuickBooks, Tiime, logiciels de paie et notes de frais ; banques connectées ; rapprochement ; facturation récurrente ; achats ; gestion des fournisseurs ; tableaux de bord ; exports comptables ; outils de budget et de prévision.
Assurance, expertise et secteurs réglementés	Assureurs, courtiers, organismes de certification, diagnostiqueurs, plateformes de contrôle et de vérification, bases de sinistres, outils de visioconférence d'expertise, dépôt sécurisé des pièces, signatures, constats, géolocalisation et imagerie. Inclure les prestataires qui reçoivent des justificatifs ou rapports dans le cadre d'une mission.
Réseaux sociaux, publicité et publication	LinkedIn, Meta/Facebook/Instagram, TikTok, YouTube, X, Pinterest ; outils de programmation et de modération ; régies publicitaires ; pixels ; audiences ; gestionnaires de campagnes ; bibliothèques média ; formulaires de prospects et services de messagerie intégrés.
Automatisation, intégration et interfaces de programmation	Zapier, Make, n8n, Power Automate, IFTTT ; webhooks ; API REST/GraphQL ; connecteurs natifs ; ETL/ELT ; robots RPA ; scripts ; tâches planifiées ; plateformes d'intégration ; clés API ; journaux d'exécution, files de messages et comptes de service. Cartographier les flux entre outils, y compris ceux déclenchés automatiquement.
Support, maintenance, sous-traitance et prestataires indirects	Infogérants ; agences web ; développeurs ; intégrateurs ; consultants ; centres de support ; hébergeurs de tickets ; outils de prise en main à distance (AnyDesk, TeamViewer, BeyondTrust) ; fournisseurs de maintenance ; traducteurs ; imprimeurs ; opérateurs postaux ; destruction sécurisée ; prestataires de sauvegarde et sous-traitants ultérieurs.
Données ouvertes, annuaires, vérification et recherche	INSEE / Sirene ; RNE ; BODACC ; data.gouv.fr ; annuaires professionnels ; registres publics ; moteurs de recherche ; bases d'entreprises ; services de vérification d'identité, de solvabilité ou d'adresses ; cartographie, géocodage, géolocalisation et enrichissement de données. Distinguer source publique, fournisseur de données et outil de consultation.

Règle d'application de la cartographie. Pour chaque dossier ou processus, identifier les outils réellement activés, les flux entrants et sortants, les accès humains, les copies et les sous-traitants connus. La DGFIP, les portails sociaux, les juridictions, les collectivités et tout organisme tel que « Saint-Paul » sont des catégories ou destinataires possibles selon les démarches ; leur présence dans la cartographie ne signifie pas qu'ils sont sous-traitants d'Accord Amiable. Ne pas transmettre à un organisme public des pièces qui ne sont pas nécessaires à la formalité concernée.